

16 - 31
décembre
1998

n° 105

cinquième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS
The Worldwide Transportation Network

**5 ans
sur le terrain...
700 Agences
dans le Monde**

Tel / Fax : 023 216 723 - 362 960
E-Mail : dzkh@Bigpond.com.kh

L'ASEAN :
l'amorce d'une bonne idée

Le Cambodge va bientôt être membre à part entière de l'ASEAN. C'est une question de semaines, semble-t-il. Il y a longtemps que cette adhésion est imminente : depuis bientôt deux ans, puisqu'il devait être admis, en même temps que le Myanmar et le Laos, en juillet 1997.

L'ASEAN, est-ce bien utile ? Cette Association créée en août 1967, n'a pas réalisé grand-chose en 32 ans. Elle a d'abord été anti-communiste, et principalement anti-vietnamienne. Puis elle a répondu vaguement à un souci de régionalisation, dans un monde qui se globalise. Mais rien ne poussant vraiment les membres à se rapprocher, ils s'en sont tenus au principe de la non-ingérence dans leurs affaires respectives. Et la réalisation d'une zone de libre-échange (AFTA, Asean Free Trade Area) raisonnable sur le papier, est encore bien loin d'un commencement de réalisation.

Depuis la crise financière, il est devenu plus facile encore d'accabler l'ASEAN : aucune cohésion, aucune entr'aide, aucune efficacité. Finalement l'Association n'est-elle qu'un club honorable, mais inutile et coûteux ?

Pourtant on peut dire du bien de l'ASEAN : elle donne à ses membres une certaine harmonie, un code de conduite. Pour le Cambodge si longtemps exilé, ces fréquentations sont certainement utiles. Elles lui apprendront les règles communes, à respirer plus large, à étendre ses ambitions.

L'ASEAN pourrait être davantage. Elle n'est encore que l'amorce d'une bonne idée. Au fond, il reste à créer une Association des pays du Sud-est asiatique. A.G.

Moins de politique, plus d'économie - vous voulez la Justice ? Prenez-la ! - Sam Rainsy et ses Indiens - Attention à février ! - Un Sénat pour quoi faire ? - ASEAN, Chine : équilibre et politesse.

Dans la répartition des ministères, on a dit que le PPC s'était réservé les portefeuilles où l'on détient l'argent.

C'est vrai, mais très partiel. Ce n'est pas la motivation principale de cette répartition.

Le PPC a en priorité recherché et obtenu les ministères techniques, ceux qui vont avoir à gérer le développement économique : *Economie et Finances, Agriculture, Forêts et Pêches, Aménagement du Territoire et Construction, Commerce, Industrie, Mines et Energie, Plan, Environnement, Ressources en eau et Météorologie, Postes et Télécommunications.*

Deux exceptions : *Travaux Publics et Transports, et Développement rural*, qui sont aussi des ministères techniques. Mais les ministres titulaires, Funcinpec, sont toutefois plus techniciens que politiques.

De sorte que l'on peut raisonnablement croire que le critère, dans le choix des titulaires, a été la compétence professionnelle plutôt que l'appartenance au parti. C'est de bon augure.

Et cela donne du crédit à la formule de Hun Sen : "après une législature politique, nous allons maintenant avoir une législature économique et technique".

Comme le disait un conseiller de Hun Sen (cn 104) : "si l'on arrive à dépolitiser le gouvernement, alors on peut être très confiant pour l'avenir de la coalition".

Evidemment, il est plus facile de se démarquer de la politique politicienne au début de la législature. L'attention et l'effort de chacun se portent alors tout naturellement sur les tâches qu'il faut accomplir. On peut craindre que les tensions réapparaissent lorsqu'on se rapprochera des prochaines élections. Mais il devrait au moins y avoir deux

bonnes années, estiment les optimistes.

**vous voulez la Justice ?
Prenez-la !**

D'autre part, il y a une assez belle attitude, et une habileté qui n'a pas été assez soulignée, à laisser au Funcinpec des ministères sensibles comme *la Justice, l'Information, l'Inspection gouvernementale* (jointe aux *Relations avec le Parlement*) [le titre initial de cette "Inspection gouvernementale" devait être "Lutte contre la Corruption"; il aurait été modifié sur la demande du prince Ranariddh; selon nos informations].

En abandonnant au Funcinpec ces ministères-là, le PPC répond en somme aux critiques si souvent exprimées par l'opposition : "la Justice est entièrement PPC", "l'Information est biaisée", "c'est un gouvernement mafieux", etc...

Réponse : "Vous vous plaignez de la Justice ? Prenez-la ! Vous critiquez l'Information ? Vous en êtes maintenant responsables ! Vous prétendez lutter contre la corruption ? Faites-le !". C'est une élégance.

C'est aussi une habileté, parce que ces domaines sensibles resteront quoi qu'il arrive, quels qu'en soient les responsables, sujets à critiques. En matière de Justice, d'Information, de lutte contre la corruption, il est très périlleux d'être responsable. Le PPC n'est sans doute pas fâché de s'en décharger sur le Funcinpec. De passer sur ces points de la défensive à -si besoin est- de discrètes ou même de fortes critiques.

Sam Rainsy et les Indiens

Un autre aspect de la répartition des postes ministériels : si le PSR de Sam Rainsy jouait le rôle des Indiens autour de la diligence gouvernementale, ces ministères-là feraient évidem-

ment partie de ses cibles privilégiées. Et peut-être Sam Rainsy ne serait-il pas mécontent de faire des cartons sur ses anciens alliés du Funcinpec, ces "traîtres".

Si ce schéma se réalise, là encore le PPC aura bien joué, prolongeant la division de ses adversaires, poursuivant l'affaiblissement d'un Funcinpec à la fois mal à l'aise, mal assis sur la diligence et très exposé aux flèches des Apaches.

attention à février 1999 !

Les luttes politiques mises à part, on peut dire que la coalition tient son avenir entre ses mains. Si elle est hardie dans les réformes, si elle réalise le programme gouvernemental officiel, non seulement elle laissera peu d'occasions à l'opposition d'intervenir pour contrarier son avance, de se faire valoir, mais elle se conciliera les bailleurs de fonds internationaux et les investisseurs. Il y aura des emplois, amélioration du niveau de vie, des infrastructures, de la sécurité, ... C'est là-dessus que l'opinion jugera la coalition.

Une échéance très importante : la réunion des bailleurs de fonds qui doit avoir lieu début février. C'est donc très vite que la coalition doit faire la preuve de sa détermination (p. 3).

Aux yeux des électeurs du Funcinpec qui sont entrés à contrecœur dans la coalition, l'arbre sera jugé à ses fruits. Si la coalition est un succès, ces électeurs souhaiteront la prolonger, l'opposition s'en trouvera affaiblie, marginalisée.

Si au contraire le pays ne "décollait pas", si le Gouvernement n'arrivait à convaincre ni l'ASEAN, ni les bailleurs de fonds, ni les investisseurs, les électeurs pousseraient alors ces leaders à passer dans l'opposition. Alors se reformerait une alliance

(suite page 2)

A l'intérieur

moins d'économie, plus de politique
répartition des postes - le Sénat
le Cambodge, l'ASEAN, la Chine
budget 1999 : convalescence

pp. 1-2
P. 3

Construction, Bâtiment
programme gouvernemental
l'eau potable à Phnom Penh
livres

pp. 4-5
pp. 6-8
p. 7
p. 8

un Sénat pour quoi faire ? - le Cambodge entre l'ASEAN et la Chine

ance Funcinpec / PSR. Si c'est là son idée, le PSR pourrait retenir ses flèches, ...

quel Sénat ?

Décidée lors de la réunion des 12-13 novembre la création d'un Sénat soulève bien des discussions. Mais il semble que l'on ait décidé dans ce domaine d'aller vite. Le texte est prêt. Il passe une deuxième fois devant la Commission des lois avant la discussion à l'Assemblée nationale. Mais tout devrait être en place avant la fin de l'année.

rien d'inconstitutionnel

Un premier point : la création d'un Sénat n'est nullement anti-constitutionnelle : la Constitution prévoit (articles 131 à 134) la possibilité de réviser et d'amender la Constitution : par une majorité des deux-tiers de tous les membres de l'Assemblée nationale.

L'argument : "les électeurs n'ont pas voté cela" ne tient pas : c'est aux députés qu'il appartient de décider.

L'argument : "la création du Sénat diminue le rôle du président de l'Assemblée, qui ne sera plus chef de l'Etat par interim" (c'est actuellement le cas de Ranariddh) ne tient pas plus, pour la même raison. Si l'amendement est adopté, le président du Sénat (Chea Sim) sera chef de l'Etat par interim, le deuxième personnage du Royaume. Là encore, il est dans les attributions de l'Assemblée d'en décider.

Le chef de l'opposition Sam Rainsy fait une remarque justifiée dans une lettre au Roi : il ne faudrait pas que l'Assemblée adopte un texte qui confierait à une simple loi, adoptée à la majorité simple, le soin de définir la composition et les attributions du sénat. Ce serait une façon

de tourner la disposition de la Constitution.

pouvoirs du sénat : question d'hommes

Quant aux pouvoirs du Sénat, il est clair qu'ils ne peuvent pas être législatifs puisque les sénateurs, pour ce premier mandat, n'auront pas été élus. A ce stade, pas de "navette" des textes de loi entre l'Assemblée et le Sénat comme c'est par exemple le cas en France. Mais le Sénat, entre l'Assemblée nationale et le Gouvernement, entre le législatif et l'exécutif, pourrait avoir une réelle influence. Cela dépendra largement du tempérament des sénateurs.

un Sénat pour quoi faire ?

Quant à sa composition, on sait que le Roi entend ne nommer que deux membres sur 61. Ce chiffre de 61 aurait été décidé par Chea Sim lui-même : c'est

la moitié du nombre des députés.

Plusieurs propositions ont été faites quant à l'attribution des sièges à ce premier Sénat.

- que les partis y soient représentés au prorata des voix obtenues lors des élections
- Mais alors, à quoi servirait cette Chambre, identique, en moins représentatif, à l'Assemblée ?
- que le Roi nomme la majorité des Sénateurs, pour représenter l'attachement d'une grande partie de la population à la monarchie et à la personne du Roi. Mais ce pourrait être inconstitutionnel, puisque le Roi ne peut pas entrer dans l'arène politique : ce pourrait être considéré comme une façon de tourner la Constitution. Le Roi a d'ailleurs décidé de ne nommer que deux Sénateurs.

- que les 36 partis qui n'ont pas obtenu de députés aux élections de juillet 98, mais qui ensemble ont totalisé plus de 13 % des votes, soient représentés au Sénat. Mais ne serait-ce pas aller, si le Sénat a des pouvoirs, contre la volonté des électeurs ?
- que les professions y soient représentées. Mais que feraient ces Sénateurs professionnels ? Il risqueraient de compliquer la tâche des ministères et des organismes chargés de prendre des décisions.

A moins que le Sénat ne ressemble à un Conseil Economique et Social, c'est à dire un organe de réflexion, d'études à long terme (cn n° 103).

Il faudrait alors coordonner son travail avec celui du CDC, qui dispose de données indispensables pour orienter l'avenir à long terme, avec des ministères tels que les Ressources hydrauliques, le Développement Rural, l'Environnement et l'Aménagement du Territoire, ... qui travaillent sur le long terme, et avec celui du Plan, qui traduit en termes concrets les grandes options.

Le Sénat pourrait être ainsi un organisme inter-ministériel, "horizontal", de réflexion, de coordination, d'orientation. C.N.

ASEAN les raisons du retard

Confusion à la réunion de l'ASEAN à Hanoï, les 15 et 16 décembre. Certains pays souhaitent l'entrée du Cambodge dans l'Association sans plus tarder, le Vietnam, la Malaisie, l'Indonésie par exemple, d'autres comme Singapour, la Thaïlande, souhaitent retarder cette entrée. On est arrivé à une solution imprévue, intermédiaire : ni oui ni non. Oui, mais plus tard.

Explication officielle de cette bizarrerie : on attend que le Cambodge fasse ses preuves. Il a décidé de créer un Sénat ? Très bien, la réalisation de cette décision sera un signe de cohérence, de la capacité du nouveau Gouvernement à réaliser ses intentions, de son entrée dans la bonne voie. Que le Cambodge ait retrouvé son siège à l'ONU n'est pas pour tous les neuf membres de l'ASEAN un signe suffisant.

La sévérité de ces examinateurs peut prêter à sourire. Plusieurs d'entre eux ne seraient pas reçus à un examen de démocratie - même avec indulgence. Plusieurs auraient sans doute une beaucoup plus mauvaise note que le Cambodge à un examen sur les droits de l'Homme. A un concours de liberté d'opinion, le Cambodge en devancerait plus d'un (peut-être tous ?).

S'il s'agissait de stabilité politique, ou monétaire, le Cambodge ne serait pas le dernier ... et si l'on devait choisir, entre l'ASEAN et le Cambodge celui qui réalise le mieux ses intentions, lequel choisirait on ?

question de politesse

Il faut chercher ailleurs, plus au nord, les raisons des hésitations de l'ASEAN.

La Chine ne se désintéresse pas de ses voisins du sud. Elle est déjà intervenue au Cambodge (et assez lourdement à l'époque des khmers rouges, quand il s'agissait de faire pièce à l'URSS). Elle n'aime pas trop cette ASEAN qui tend à s'organiser, ceinturant, de la Birmanie au Vietnam, toute son immense frontière méridionale, qui pourrait finir par former un ensemble cohérent, moins pénétrable, plus autonome. Où les Etats-Unis ne sont pas sans influence.

La Chine a ses partisans dans l'ASEAN : Singapour évidemment, la Thaïlande où l'élément chinois, fort, est bien intégré. Mais d'autres membres de l'Association sont beaucoup plus méfiants, comme le Vietnam pour des raisons historiques, le Laos, la Malaisie et l'Indonésie où les minorités chinoises sont plutôt jalouses, ou craintes pour leurs relations avec la grande Chine.

Où se situe le Cambodge sur cet échiquier ? Il s'agit de maintenir l'équilibre (cn 44, 77 : *Hun Sen entre l'ASEAN et la Chine*). Proche du Vietnam (déjà par la géographie), il ne peut pas fâcher Pékin. D'où le voyage de Hun Sen en Chine sitôt après le sommet de Hanoï.

D'où aussi les atermoiements des pro-Chinois de l'ASEAN : ils attendent de voir le résultat du voyage de Hun Sen en Chine, et les commentaires de Pékin. C'est marquer de la politesse, du respect, pour le grand frère chinois. A.G.

A PROPOS ...

Khem Sokha réapparaît

Ancien député PLDB et président de la commission des droits de l'Homme de l'Assemblée nationale, Khem Sokha, qui avait disparu après les manifestations de septembre, est réapparu lors de la cérémonie marquant la Journée des droits de l'Homme, au Cambodiana, le 11 décembre. Accusé d'incitation à la violence en août et septembre, en particulier d'être responsable de la dégradation du monument commémorant l'amitié khméro-vietnamienne,

Khem Sokha se présentera devant le tribunal municipal. Il a rejoint le Funcinpec. Le procès sera attentivement suivi, comme révélateur de l'indépendance de la Justice, peut-être aussi comme un signe de la réconciliation politique.

CAFC : le budget 1999

C'est le thème de la conférence donnée à l'hôtel Sunway le 17 décembre au Club d'Affaires Franco-Cambodgien par M. Moncef Bel Haj Amor, Expert de la Banque Mondiale. Suivi avec beaucoup d'attention par une cinquantaine d'auditeurs, le

conférencier a donné les chiffres-clés pour 1999 (taux de croissance, inflation, fiscalité, répartition des recettes et des dépenses, ...) en a donné les raisons, et a placé ces données en perspectives.

500 millions de dollars ?

Ce sont 400 ou 500 millions de dollars que le Cambodge pourrait recevoir des bailleurs de fonds à la suite de leur réunion de début février, si le Cambodge leur paraît crédible. Mais avec les délais, ce n'est guère avant 2000 que les effets s'en

feront sentir, a notamment indiqué M. Bel Haj Amor.

patience ...

Au Cambodge le temps des aventuriers est fini, nous dit un banquier, celui des investisseurs sérieux est arrivé. Mais ces investisseurs sérieux, souvent chinois, qui sont intéressés par l'agro-industrie notamment, ne viendront pas vraiment avant deux ou trois ans, à cause de la crise asiatique qui touche tout le monde dans la région, même les provinces du sud de la Chine, Guandong, Yunnan, ... qui ont de grands projets au

Budget 1999 convalescence

taux de croissance :
4 % ? ou 2 % ?

Le taux de croissance de l'économie cambodgienne officiellement retenu pour 1999 est 4 %, en très net retrait sur le chiffre d'abord prévu de 7,5 %. Mais de l'avis de milieux bien informés, le PNB n'augmentera sans doute que de 2 % l'année prochaine, ou guère plus — un taux déjà avancé précédemment (cn 101).

Pourquoi 2 % - ou un peu plus-seulement ? Les spécialistes considèrent que les moteurs de la croissance sont quatre :

- les investissements réels : ils n'augmenteront guère en 1999, la reprise ne peut être que lente;
- l'agriculture : on suppose qu'elle augmentera de 4 à 4,5 %. Elle serait le principal moteur de la croissance. Comme elle représente environ 50 % du PNB, de là viendrait un taux de croissance général de 2 % environ;
- les manufactures : peu d'augmentation attendue;
- le tourisme : on lui attribue une croissance de 11 % en 1999.

Ainsi 1999 devrait être une année de convalescence, de reprise, mais encore faible, pas encore de retour aux très forts taux connus en 1995 (+ 7,5 %) et 1996 (+ 7 %).

Le coup de frein subi par l'économie cambodgienne aura au total duré 3 années : 1997, 1998 et 1999.

En 1998, le déficit final — différence entre les recettes et les dépenses prévues — atteindra entre 16 et 20 %, un chiffre finalement plutôt modéré eu égard aux événements. Ce déficit a été couvert, de façon parfaitement légale, par un emprunt à la Banque centrale. Il n'a pas eu d'effet inflationniste.

L'inflation pour 1998 sera de 12 à 13 %, et le riel est très stable.

1999 doit être l'année du retour à la normale, du respect du budget, et de l'augmentation des recettes.

recettes : + 38 % ? ...

L'augmentation prévue des recettes budgétaires, 38 %, peut sembler forte. En réalité, c'est une prévision prudente.

D'abord parce qu'elle se compare à une année faible.

Aussi parce que la *Taxe sur la Valeur Ajoutée*, introduite à partir du 1er janvier 1999, devrait rapporter plus que ce qui est officiellement retenu (160 milliards de riels), sans doute 200 milliards — ou davantage;

Les Douanes

devraient rapporter 100 ou 120 milliards de plus qu'en 1998;

La taxe sur le pétrole, prévue pour 35 milliards, pourrait en rapporter près du double :

peut-être 60 milliards; ces recettes sont destinées à financer la réparation des routes, un poste qui n'existait pas jusqu'à présent;

Les revenus du bois doivent augmenter de façon très substantielle : ils porteront sur une coupe très sous-estimée de 400 000 m3 (la coupe réelle dépasse de loin le million de m3), mais la taxation des concessionnaires sera fortement augmentée, le m3 passant de 14 \$ à 54 \$ (sur le marché international, le m3 est vendu 400 \$).

... ou davantage ?

Si on considère que le chiffre de 38 % d'augmentation des recettes ne tient pas compte de la diminution prévue des exonérations d'impôts (il ne s'agit pas de les supprimer toutes, mais les accorder avec plus de circonspection), que des millions de dollars doivent être récupérés des factures de téléphone impayées par les sociétés, et d'autres millions des locataires d'entreprises publi-

ques qui ne paient pas leur loyer, les recettes pourraient être au total en 1999 de 45 % supérieures à celles de 1998.

On peut observer au passage que la fiscalité au Cambodge reste faible : elle représente 7 % du PIB alors que dans la région les pays dont le développement est comparable ont un taux de fiscalité de 15 à 20 %.

les dépenses

les dépenses de la *Défense* seront stabilisées au niveau de 1998. Prenant en compte la diminution de dépenses exceptionnelles entraînées par exemple par les élections, les néces-

sités de la sé-

curité, ce budget va diminuer de 6 %.

D'autres départements vont voir leur budget augmenter spectaculairement. Mais c'est qu'ils avaient dû

être comprimés au cours des années précédentes par les besoins de la *Défense*. L'augmentation porte sur des montants qui restent faibles :

- **Travaux publics** : + 500 %, grâce surtout aux recettes attribuées à l'entretien des routes;
- **Agriculture** : + 60 %;
- **Education nationale** : + 13 %;
- **Santé** : + 47 % par rapport aux dépenses réelles de 1998;

pas d'aide internationale ...

La formation du gouvernement de coalition ne suffit nullement à rassurer le FMI et la Banque Mondiale qui restent jusqu'ici incrédules. Rendus sceptiques par de précédentes déceptions, ils attendent des faits concrets. Dans le budget 1999, on ne compte donc que sur la poursuite des projets en cours, et sur de l'aide humanitaire.

Alors que l'aide au budget atteignait 40 % des dépenses avant 1996, on ne l'estime pour 1999 qu'à 17 %, grâce notamment au Japon.

à moins que ...

Les bailleurs de fonds du Cambodge doivent se réunir dans la première semaine de février pour décider s'ils reprennent, ou non, l'aide au Cambodge.

D'ici là, on attend du Gouvernement qu'il émette un signal fort, qu'il marque clairement sa détermination à réformer.

"Si on traîne les pieds, si l'on ne propose que des réformes timides, on n'aura rien. Il faut des réformes fortes et rapides. Alors, oui, on pourrait renouer avec de gros paquets d'aide".

Sur quoi devraient porter ces réformes pour convaincre les bailleurs de fonds ?

- sur la *gestion des forêts*. Il faut annoncer clairement la suspension de toutes les concessions existantes, et la révision de tous les contrats : quantités, prix...; et faire en sorte que les recettes soient versées au budget. Il appartient au ministère de l'Agriculture de faire cette annonce.

- sur la *démobilisation des militaires*. Le fait un plan crédible, avec un calendrier clair, le chiffrage du coût. C'est au ministère de la *Défense* qu'il revient de faire ce plan. Il est évident qu'il y a des résistances dans ce domaine. Le dénombrement des effectifs réels posera déjà des problèmes ...

- sur les *exonérations de taxes et d'impôts*.

tout dépend de Hun Sen

Les souhaits des bailleurs de fonds correspondent assez exactement avec les intentions exprimées dans le programme gouvernemental (cn 104 et dans ce n°). De part et d'autre, on souhaite les mêmes choses. D'ici début février, le Gouvernement doit donner la preuve qu'il va, cette fois, faire ce qu'il a dit.

"Tout dépend de Hun Sen" : si le Programme est appliqué, les recettes seront conformes aux prévisions et même sans doute supérieures. On pourra alors atteindre les objectifs de dépenses. Et espérer la reprise d'une aide substantielle.

A PROPOS ...

Cambodge. Peut-être des investisseurs européens ? Pour 1999, nous n'attendons pas de fort redémarrage de l'économie.

lotto

Tout récemment créé, le *Lotto 99*, connaît un certain succès : 424 000 joueurs pour la journée du 12 décembre par exemple, presque 30 millions de dollars distribués. Ce jeu entièrement informatisé est une branche du lotto australien. Il est un peu compliqué pour le grand public, estime le directeur, mais les

Cambodgiens "de base", très joueurs, s'y mettront peu à peu.

Angkor

Le Comité technique de la CIC (Commission Internationale de Coopération pour Angkor) s'est réuni à Siem Reap les 14 et 15 décembre, sous la présidence de la France, représentée par le Conseiller culturel Jacques Gérard et du Japon représenté par le ministre à l'ambassade du Japon Keiji Yamamoto. Le cambodge était représenté par Chea Sophon, secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, le Le Comité a visité les chantiers

et examiné les projets de la quinzaine de pays participant à la rénovation. Pour la première fois la Chine était représentée, elle va intervenir sur le temple Chau Sey Tevoda. Autres intervenants importants : l'Allemagne, l'Unesco, l'université Sophia (Japon), la World Monuments Foundation américaine, etc ... Les décisions sont prises lors de la réunion plénière, annuelle, de la CIC, après études du Comité d'experts.

M. Vann Molyvann, nommé Conseiller du Gouvernement (il y en a sept), est particulièrement chargé de l'APSARA,

Autorité pour la Sauvegarde et l'Aménagement de la Région d'Angkor

erratum

C'est le *Centre du Commerce International* (CCI) de Genève (et non la Chambre de Commerce Internationale), organisme sous l'égide de l'ONU, en liaison avec l'Organisation Mondiale du Commerce, qui pourrait apporter une aide au développement des exportations du Cambodge (*A Propos*, cn n° 104), nous précise M. Lim Sopheap, de la Chambre de Commerce de Phnom Penh.

LBL International

"nous nous attendons à une reprise rapide"

La période passée a été très difficile. Notre spécialité est plutôt orientée vers le secteur privé et les commandes se sont interrompues. Mais dix-huit mois après juillet 1997 nous sommes toujours là, et sans doute plus performants qu'avant la crise, estime Thierry Lousteau-Khao, directeur commercial.

Notre entreprise est très ancienne au Cambodge, nous avons des références, notre clientèle, nos réseaux, notre force c'est la qualité de nos équipes, un peu plus de 150 maçons, menuisiers, plombiers, ... expérimentés

Nos chantiers actuellement :

- la pose du câble de fibres optiques *Alcatel* de Phnom Penh à Poipet (cn 102). Nous sommes dans les délais : 150 km ont été faits, la tranchée est entre Kompong Chhnang et Pursat. Difficultés : des rizières, des zones inondées, des engins non explosés, ... mais le chantier devrait être terminé début avril 1999. Il emploie environ 1000 personnes.

- une très belle villa de prestige, au bord du fleuve, sur 1500 m². Le chantier démarre.

- des chantiers moins importants comme le musée situé près du Wat Phnom, sur financement allemand.

- des travaux divers de rénovation, des petits chantiers.

Nous avons actuellement de l'ouvrage pour les six prochains mois et les perspectives sont bonnes, même très bonnes.

Il y aura de grands chantiers sur aide internationale (route n° 1, unité de traitement de l'eau de Chruy Changwar, réseau d'eau, drainage, ...) et nous répondons aux appels d'offre, mais nous sommes là toujours en joint-venture avec de grandes sociétés internationales, en général asiatiques.

Nous nous préparons surtout pour un redémarrage important, début 1999, des commandes privées : maisons, hôtels, y compris à Siem Reap; un centre touristique, ...

A mon avis le rattrapage de l'activité devrait être rapide : aucun des projets précédents n'a été abandonné, il y a eu seulement attente, retards. On va vers une relance rapide.

A cause de la crise financière en Asie, il est probable que les premiers investisseurs seront les occidentaux : Allemands, Britanniques, Français, ... Les investisseurs asiatiques reprendront leurs projets plus tard.

Sur le plus long terme, l'expérience, depuis 1991-92 nous a

Conjoncture**Construction, Bâtiment
Équipement, Entretien**

Le bâtiment va mieux. Pour certaines entreprises, la reprise est déjà là. Toutes s'attendent à un forte activité en 1999, grâce au secteur privé comme au redémarrage des grands projets.

N'est-ce pas le moment d'organiser la profession, de mieux faire respecter la législation et les normes, pour atteindre ainsi le niveau des entreprises étrangères et entrer dans la compétition régionale ?

appris à être prudents : toute éclaircie est bonne à prendre. Attention aux prochaines élections : elles pourraient réveiller les vieux démons ...

TMS

"Activité en croissance rapide, nous recherchons des responsables de qualité"

Créée en avril 1997, Technique Maintenance Services, SARL dont le *Groupeement d'Entreprise Rhônes-Alpes, GERA*, détient 29 %, compte déjà 80 salariés, la plupart techniciens supérieurs, et 8 expatriés.

Il y a 4 départements : - entretien du bâtiment, rénovation, second œuvre (par exemple : peinture des stations *Total*); - hydraulique (forages, traitement, distribution de l'eau) et énergie solaire (TMS est le représentant de *Total-Energie*); - électricité : maintenance de toutes machines; - climatisation : installation et entretien.

Une "société sœur", la SARL 3C, qui emploie 3 personnes, importe et distribue des matériaux et des produits (*SIKA*) pour la construction.

"Nous avons bien traversé la tempête" estime le directeur Bernard Thuylé, grâce à quelques chantiers : travaux d'extension à l'ambassade de France, climatisation, peinture, et pompes électriques à l'hôpital Kanta Bopha, travaux de maintenance divers, ...

"Pour 1999 TMS est optimiste. Nous avons en vue deux contrats d'importance significative, dont un à Siem Reap. Nous créons d'ailleurs un bureau à Siem Reap, qui vient de passer de 4 à 20 personnes."

"En fait, nous avons pratiquement du travail assuré pour un an. Je crois particulièrement au développement de l'énergie solaire par panneaux photovoltaïques pour les endroits où l'on ne dispose pas encore d'électricité, où d'électricité peu fiable : cette énergie est une bonne alternative aux gros groupes, sans maintenance, sans bruit, sans approvisionnement en gas-oil ..."

Le souci de TMS n'est donc pas tellement d'assurer un chif-

fre d'affaires que d'intégrer les ressources humaines nécessaires.

Pour assurer la maîtrise d'une entreprise qui s'accroît rapidement, et garantir une bonne qualité constante, il faut trouver des talents, des compétences. TMS a recruté il y a quelques mois un technicien supérieur sortant de l'ITC, qui progresse vite, et va en recruter un autre. *"Nous recherchons des gens aux compétences polyvalentes : des techniciens compétents en mécanique, hydraulique, pneumatique, électricité, automatique et informatique, ... mais qui soient aussi capables de facturer, d'animer une équipe. La pépinière naturelle nous paraît être l'Institut de Technologie. A lui de former ces gens, en privilégiant la qualité"*.

Manitel

"L'activité redémarre vite"

Entreprise de construction franco-khmère active depuis 1996, *Manitel* emploie 8 architectes, ingénieurs et contrôleurs, 9 techniciens, et un nombre de travailleurs variable en fonction des chantiers. La société a réalisé des usines de confection (structures métalliques de grande portée *Garuda*), le Golf and Country Club à Kompong Speu, des jardins à Pochentong, l'usine *Samudra Plastic and Packaging*, ...

"L'activité redémarre vite, grâce à la reprise de projets venant du public et du "para-public", ambassades, ministères, Project Implementation Unit", nous dit le directeur Tan Thann, architecte DPLG. On nous demande des bâtiments en province, de 50 ou 100 m². Nous avons du travail pour les 6 mois à venir.

"Il n'y a encore aucun signe de reprise venant du secteur privé. Il faut attendre encore 1 ou 2 mois à mon avis".

Parmi les projets de *Manitel* : construction de piscines (étanchéité 3M), avec *Pich Tourist* Co une ligne de minibus qui assurera des liaisons régulières avec Ho Chi Minh Ville, ...

Les Jardins du Bassac

"nous avons un bon produit, je suis confiant"

Né de l'initiative et de l'investissement de six Français, cet ensemble de 47 logements, 22 maisons autonomes autour des piscines et 25 appartements sur deux et trois niveaux, est sur le point d'être terminé. Le constructeur est CCC (*Cambodian Construction Company*).

Selon une formule qui a ses adeptes dans le monde entier, explique le directeur général Christian Corvez, la location -de 2000 à 4000 dollars par mois- comporte de nombreux services : ménage domestique, gardiennage, piscines, 2 courts de tennis, 1 terrain de squash, garderie d'enfants, blanchisserie/pressing, ...

Toitures, pelouses, surfaces habitables (de 70 à plus de 200 m²), matériaux employés et couleurs -carreaux, boiseries, peintures... - la conception générale et l'architecture, dus au cabinet d'architectes *ARTE Cambodia*, destinent cet ensemble plutôt à des familles expatriées en mission de longue durée : comme Phnom Penh devrait en accueillir beaucoup avec la reprise attendue de l'activité économique.

"Je suis confiant pour la phase commerciale qui commence maintenant, nous dit le directeur de Fine Sky Investment Pierre Ader. Nous avons un bon produit, qui arrive au bon moment. Les premiers contacts sont très positifs".

SPEC

"montage d'usines s'orienter vers de grands projets régionaux"

SPEC (pour "spécifications") a été créée en juillet 1998 mais avec une expérience déjà longue de chantiers en Asie du Sud-est, Vietnam et Cambodge en particulier. *"La vocation de SPEC, nous dit le directeur P. M. Couteau, c'est l'engineering industriel, le montage d'usines : conception, choix et fourniture du matériel, montage. Nos actionnaires, français installés en Indonésie, au Moyen Orient et à Singapour, sont des pétroliers. Ce qui explique notre compétence particulière dans les domaines des tuyaux, des pompes, des filtres, des réservoirs en tous matériaux."*

Comme il n'y a guère ou pas de marché dans ce domaine actuellement, SPEC est active dans divers domaines du bâtiment : électricité, maintenance de l'air conditionné, second œuvre, etc ... C'est ainsi qu'elle réalise des modifications et des finitions pour *Les Jardins*

Construction, Bâtiment, Equipement, Entretien

du Bassac, un chantier qui a occupé une centaine de personnes de début octobre à fin décembre.

Au Vietnam SPEC a remis en état des barges pour Shell, en Birmanie supervisé un chantier pour SAE (Total).

"Il n'y a guère encore de visibilité pour les mois qui viennent, dit P.M. Couteau, mais je suis confiant. Les clients sont maintenant tout près de la décision.

"Je crois pour ma part beaucoup au développement d'une agro-industrie qui concernerait le delta du Mékong en coopération avec le Cambodge".

Khaou Chuly

Beaucoup de grands projets; il faut penser maintenant à dépasser les frontières

Le directeur général Khaou Phallaboth fait un tour d'horizon du secteur Construction, Bâtiment, Travaux publics du groupe Khaou Chuly qui emploie environ 200 personnes, sur un total de 700.

- *cimenterie* : ce projet de joint venture avec la société coréenne Tong Yang, après deux années d'hésitation, est maintenant confirmé. Il s'agit d'un investissement de 150 millions de dollars, pour une capacité de production de 800 000 tonnes/an. La consommation du Cambodge est actuellement de 700 000 t/an. Nous pensons qu'elle atteindra 2 à 3 millions de tonnes dans quelques années et 5 millions dans 5 ans. La construction devrait commencer courant 2000.

- *l'Ecole Internationale* : la situation est meilleure, le nombre des élèves, 65 à 70 actuellement, augmente. Avec le retour de la sécurité, la reconnais-

sance du Cambodge par l'ONU et bientôt par l'ASEAN, nous sommes très confiants pour l'année scolaire 1999. Nous commencerons à construire appartements et maisons courant 1999. La route d'accès est maintenant goudronnée; il y a 6 courts de tennis.

- *Piscines Desjoyaux* : l'intérêt repart. Nous sommes très confiants pour 1999.

- le projet d'hôtel à Siem Reap se trouve modifié : nous allons construire 100 à 120 pavillons dans le style "new age", destiné à un public particulier : végétarien, adepte de culture et de yoga, avec une ambiance tournée vers le mystère et la magie d'Angkor, les mondes parallèles, ... un "resort", bien adapté aux séminaires. C'est un projet d'environ 5 millions de dollars. Les investisseurs sont français et américains. La construction doit commencer au premier semestre 1999.

- le projet de câble de fibres optiques Sea Me We 3 (cn 102) avance lentement. Le montage financier (plus de 60 millions de dollars pour la section cambodgienne) fait l'objet d'"analyses approfondies" chez l'investisseur américain comme du côté de la Lyonnaise des Eaux. Des deux côtés on attend sans doute que la stabilité politique du pays se confirme. Khaou Chuly sera partenaire local du projet, et contractant.

- nous attendons enfin que démarrent des projets importants comme : - l'unité de traitement de la Régie des Eaux, pour le génie civil; - les appels d'offre pour les routes 1, 5, 6 et 7 financées par la BAD et la banque Mondiale; - le pont japonais sur le Mékong (avec Tai Seng pour le génie civil); -

un projet de centrale électrique de 10 MW avec Siemens, - l'asphaltage de la piste de l'aéroport de Pochentong, la construction de la nouvelle aérogare; - et d'autres projets moins importants.

La TVA : "c'est trop vite, il ne fallait pas l'introduire avant le 1er juillet 1999, et trop tôt : le Cambodge n'est pas prêt, estime Khaou Phallaboth. Il faudrait dans ce pays plus de respect des normes, de la législation, de l'éthique dans les affaires. Pour notre part, nous allons jouer le jeu. Mais je crains que cet impôt n'augmente encore la différence entre ceux qui respectent la loi et ceux qui fraudent.

C'est pourquoi je préconise la création d'une Association, d'une Fédération des professionnels de la construction et du bâtiment, patronnée par le Gouvernement, qui aiderait à faire respecter les règles professionnelles dans les domaines technique, juridique, économique, social, ... de façon à être en harmonie avec les autres pays de l'ASEAN, compétitifs, et pouvoir répondre ainsi aux appels d'offre dans les pays de la région".

Comin Khmère

conclusion prochaine de plusieurs contrats importants
Pour nous la climatisation et sa maintenance sont notre activité principale, suivie par l'électricité : chantiers industriels comme l'équipement d'usines textiles, ou actuellement l'intermarché de l'hôtel Intercontinental (climatisation, chambres froides et réfrigérateurs, ...), un chantier qui va s'achever début janvier. Troisième activité : les générateurs, soit vente simple,

soit installation et maintenance. Nous avons traversé la crise sans licenciements ni réductions de salaires pour nos 75 salariés, grâce surtout à la maintenance. Nous sommes actuellement en pleine activité.

La reprise ne se concrétise pas encore, mais nous avons beaucoup de projets à l'étude et la décision est imminente pour deux ou trois projets importants. Nous suivons d'autre part pour Warsila, que nous représentons, les projets de centrales électriques à Kompong Cham, à Siem Reap, ... (deux tournent déjà : à Phnom Penh depuis 1996, à Sihanoukville depuis septembre 98).

Nous recrutons deux commerciaux. La difficulté est de trouver des gens compétents, qui aient une certaine capacité au-dessus de leur spécialité. Il est vrai que dans l'ensemble les gens sont beaucoup plus compétents qu'il y a quelques années. Et il y a énormément de chercheurs d'emploi : pour un poste de secrétaire, j'ai reçu 80 CV !

J.M. Khao Construction

depuis peu, très confiant

L'entreprise existe depuis juillet 1992 et compte actuellement une centaine d'employés. L'activité est pour l'essentiel un hôpital pour enfants à Siem Reap, don de 700 000 dollars d'un Japonais vivant aux USA. Le chantier, commencé il y a 8 mois, sera terminé fin février.

"Après une très mauvaise période, depuis la formation du gouvernement la situation est maintenant bien meilleure, nous dit J.M. Khao. On nous demande beaucoup de devis - centres médicaux, écoles, dortoirs ... -, et je suis très confiant pour la période qui vient".

Programme gouvernemental

(suite de la page 6)

la rigueur de la gestion et le juste montant de l'imposition, tout en maintenant l'efficacité par la rapidité des services.

- appliquer une politique d'austérité des dépenses, en recherchant celles qui ne sont pas nécessaires. Toute recette provenant de la privatisation doit être utilisée seulement pour des investissements publics dans les secteurs des infrastructures ou du budget (...). On n'autorisera pas l'utilisation de ces recettes à d'autres objectifs.

Le Gouvernement royal renforcera les peines punissant le détournement des fonds publics

et la corruption.

Pour maintenir la stabilité du pouvoir d'achat du riel, le gouvernement royal fixera le taux de croissance des dépenses du budget, pour qu'elle ne soit pas plus rapide que le taux de croissance de l'économie; il fixera le niveau du capital de réserve des banques pour qu'il soit bien adapté; il appliquera une politique du taux d'intérêt permettant de favoriser l'entreprise privée et interviendra à temps, par l'intermédiaire de la Banque nationale, selon les nécessités de la situation, pour maintenir la stabilité du taux de change du riel.

Les efforts du Gouvernement

royal pour réduire le déséquilibre économique rencontrera beaucoup de difficultés car les ressources financières sont limitées, ce qui oblige le Gouvernement à déterminer un ordre de priorité pour l'utilisation des capitaux et la durée d'application des mesures économiques.

Mais souvent la réalisation de l'objectif économique exige la combinaison de beaucoup d'instruments en même temps.

Le prolongement de la crise financière et la chute des économies régionales auront une influence négative sur le flux des investissements étrangers et sur la croissance de l'économie

nationale.

Le Gouvernement royal surmontera les obstacles pour réaliser ses objectifs économiques, comme nous avons déjà réalisé beaucoup de travaux pré-cédents.

Cette tâche exige que tous les milieux nationaux et internationaux participent au processus de développement de l'économie nationale. Elle exige aussi le renforcement des compétences, du sens du travail, de la morale et du devoir des fonctionnaires vis à vis de la société.

[suite Culture, santé, Société]

Traduction : That Ly Hôk

le programme gouvernemental (2)

Industrie et Artisanat – Commerce – Tourisme – Politique économique extérieure – Investissements – Finances et monnaie

Industrie

La politique du gouvernement royal dans le domaine de l'industrie est de développer les manufactures et les industries de transformation orientées vers l'exportation et de promouvoir l'artisanat et la petite industrie produisant des biens de consommation pour le marché local. Le principe est d'encourager les industries de petite envergure correspondant à d'importants artisans.

Le gouvernement donnera une priorité plus grande à la production de marchandises d'exportation ayant des capacités concurrentielles à l'échelle internationale qu'à la production de marchandises remplaçant celles que le Cambodge importe, car le cambodge est un pays peu peuplé, la majorité de la population est pauvre, le marché local est petit, le niveau de la technique est bas. Il n'y a pas d'usines de grande envergure et la libéralisation du commerce international fait que la production industrielle locale a des difficultés à concurrencer pour les prix et la qualité les marchandises étrangères.

Le gouvernement royal doit donc adopter une politique souple et adaptée, que traduisent notamment la loi sur les investissements et la loi fiscale, pour attirer les investissements étrangers et contribuer au développement de l'industrie au Cambodge.

C'est là – un moyen très important de promotion des exportations, du transfert de technologie, de création d'emplois et d'accroissement des revenus;

- un moyen d'encourager surtout les industries de transformation et les manufactures utilisant les avantages comparatifs du Cambodge pour être compétitifs sur les marchés internationaux, utilisant les matières premières et les produits semi-finis provenant de l'agriculture;
- un moyen de soutenir le secteur agro-industriel à devenir une structure de base de l'industrie du Cambodge et d'encourager la création de zones industrielles et de transformation destinées à exporter – surtout les zones côtières.

Le gouvernement royal encourage la recherche et l'exploitation du pétrole, du gaz, de minerais.

Il fera du développement de l'énergie électrique et de la pro-

duction d'électricité un véritable objectif, en particulier l'hydro-électricité, pour assurer l'approvisionnement à bas prix de l'énergie et réaliser pas à pas l'électrification des zones rurales.

Commerce

Dans ce domaine, la politique du gouvernement royal est de :

- continuer la libéralisation du commerce en orientant les composants économiques du secteur à agir conformément à la politique et aux lois de l'Etat.
- créer les conditions favorables à la libre circulation des marchandises dans tout le pays pour équilibrer les quantités et les prix des biens entre les régions et encourager l'accroissement de la production.
- consolider les rapports commerciaux internationaux pour lier le marché local aux marchés extérieurs.
- encourager l'intégration commerciale à la fois régionale et mondiale.

Tourisme

Il s'agit d'encourager le développement d'un tourisme qui soit culturel et naturel. Le Gouvernement royal encouragera les investissements privés et publics à fin de construire des infrastructures touristiques et consolidera la sécurité et la stabilité politique pour faire du tourisme une importante source de revenus pour l'économie nationale.

Le travail du tourisme doit être lié à la conservation du patrimoine culturel et de l'environnement naturel.

politique économique extérieure

Le Gouvernement royal a une politique économique extérieure bien précise. Elle consiste à s'adapter à la libéralisation du commerce international et d'intégrer l'économie nationale au sein de l'économie mondiale. Le cambodge doit être prêt à s'adapter pour tirer les avantages et répondre à l'internationalisation, dans le cadre régional comme dans le cadre mondial. Beaucoup de facteurs extérieurs auront une influence positive sur l'économie nationale : la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux

qui peuvent promouvoir le flux dans le pays des investissements, de la technologie et du savoir-faire étrangers. Ainsi augmenteront les emplois et les revenus.

En même temps, la productivité, les avantages comparés et la compétitivité de l'économie cambodgienne seront augmentées par l'application de politiques sectorielles visant à diminuer les coûts de production et par une spécialisation reposant sur les ressources locales. Le Cambodge doit faire face à d'intenses flux de produits finis venus de l'étranger. Ces flux constituent un frein pour l'artisanat et l'industrie naissants du Cambodge.

La pression économique – le Cambodge espère être membre de l'ASEAN et de l'Organisation Mondiale du Commerce dans un proche avenir – pèsera sur le budget national, avec la réduction des impôts et des taxes sur les produits importés, et aussi avec les dépenses qu'implique le fait d'être membre de ces organisations.

Ces évolutions changeront la structure économique du Cambodge, ce qui imposera au Gouvernement royal l'adoption d'une politique économique très souple et adaptée aux nouvelles circonstances. Le gouvernement Royal continuera à modifier la structure des lois, des procédures et des institutions, et à remplir d'autres conditions pour s'adapter au nouveau standard et s'intégrer dans la région et dans le monde.

Le gouvernement royal est optimiste quant à la mise en œuvre des principes et des mécanismes de l'intégration économique, dans un système à la fois de coopération et de concurrence, dans l'intérêt du pays comme pour les bénéfices de tous.

politique des investissements

Le Gouvernement royal encourage les investissements locaux et étrangers conformément aux principes et dispositions définis dans la Loi sur les investissements du Royaume du Cambodge.

Il s'agit d'accroître la coopération avec les pays et les institutions internationales afin d'attirer des investissements plus nombreux, d'obtenir de l'aide

au développement, l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée de la part des pays développés et l'élargissement des marchés.

Pour créer un bon environnement pour les investissements, il est nécessaire d'assurer la stabilité politico-sociale et la stabilité macro-économique, de remplir pleinement les conditions légales concernant les investissements.

Il faut améliorer et consolider les institutions, responsables des investissements, en particulier les procédures, les modalités, afin d'empêcher absolument la recherche d'intérêts personnels à partir d'activités d'investissements illégaux.

Finances et Monnaie

(...) Le système fiscal, en cours de modernisation, n'est pas encore strictement appliqué (...). Il faut renforcer la discipline des dépenses du budget pour que l'approvisionnement des services publics et la réalisation des projets d'investissement publics soient dérrés, rationnels, et économiquement efficaces.

L'adhésion prochaine du Cambodge à l'ASEAN influencera énormément les recettes du budget. Les recettes en taxes douanières seront diminuées le Gouvernement devra donc renforcer son contrôle sur la collecte des impôts pour qu'elle ne soit pas lacunaire, et élargir les bases de l'impôt et des taxes locales – sans décourager les investisseurs et entrepreneurs – de façon que les recettes puissent alimenter les investissements publics, les interventions économiques, et augmenter les salaires des fonctionnaires.

Pour obtenir une efficacité élevée dans la gestion du budget et des impôts, le Gouvernement royal prend les mesures d'urgence qui suivent :

- toutes dispositions pour supprimer la contrebande sous toutes ses formes;
- suppression des exonérations d'impôt en dehors de la loi sur les investissements, de la loi fiscale et des lois sur la gestion financière;
- le ministère de l'Economie et des Finances contrôlera et fera réappliquer le contrôle avant débarquement des marchandises importantes de façon à assurer

(suite page 5)

Depuis que M. Ek Sonn Chan, directeur général de la Régie des Eaux, a fait le point sur l' *eau potable à Phnom Penh*, en juillet dernier, la rénovation du réseau de distribution s' est poursuivie selon les prévisions.

transmissions : d' abord Toul Kork

Une modification toutefois dans la succession des travaux concernant la conduite de fort diamètre ("transmission") qui doit approvisionner Phnom Penh à partir de la future unité de traitement de Chruy Changwar, suivant un itinéraire nord-sud le long du bd. Monivong, depuis le pont Japonais jusqu' au pont Monivong, avec un embranchement le long des bd Charles de Gaulle et Monireth jusqu' au pont de Stung Mean Chey. Cette conduite doit amener l' eau aux banlieues situées au sud, en direction de Tak Mau et de l' autre côté du pont Monivong; et au-delà du pont de Stung Mean Chey.

Sans abandonner ces objectifs, il est apparu plus urgent de mieux approvisionner les quartiers de Toul Kork et Ben Salang, à partir de l' unité de Phum Prek, sans attendre que la nouvelle unité de Chruy Changwar soit opérationnelle, début 2001.

Raisons : les pertes dans cette zone résidentielle sont très importantes, atteignant 60 à 70 %; les branchements sont très mal connus, la pression y est faible, de sorte que la consommation n' y est pas mesurable : elle est payée au forfait. Lorsque le réseau aura été rénové, les pertes repérées, les nouveaux branchements réalisés (le coût d' un branchement est d' environ 100 \$, qu' on peut payer sur 18 mois), les compteurs installés, on pourra y amener dans un premier temps l' eau de Phum Prek. Tout le réseau ayant alors été entièrement rénové, on pourra augmenter la pression.

travaux : nouveau calendrier

La première section de cette grosse conduite sera réalisée entre l' unité de traitement de Phum Prek (près de la gare) et le rond-point du Pont Japonais. Les travaux commenceront début 1999, ils doivent être terminés fin 1999.

A partir du rond-point du pont Japonais, la conduite suivra la digue, vers l' ouest, jusqu' à l' antenne, de là la route 315 puis la digue nord jusqu' au carrefour de la Faculté des Sciences. De là il sera possible, après

en bonne voie l' eau potable à Phnom Penh

Fin 1998, les réseaux de distribution des trois quartiers Don Penh, Sept Janvier, et Cham Carmorn auront été complètement rénovés.

Les réseaux des quartiers ouest, Toul Kork et Ben Salang, seront terminés fin 1999. Ils seront approvisionnés en priorité par une conduite de fort diamètre.

2000, de ravitailler Pochentong. La connection avec les grosses conduites venant de l' unité de Chruy Changwar par le pont Japonais sera réalisée, au rond-point du pont Japonais, lorsque l' unité de Chruy Changwar produira de l' eau. Une unité de traitement pourrait être construite de l' autre côté du pont Monivong.

la chasse aux pertes

La consommation devrait augmenter nettement dans les quartiers de Toul Kork et Ben Salang (arrosage des jardins, ...). Et d' autre part il devrait y avoir une très importante diminution des pertes.

Ces phénomènes, augmentation de la consommation, connaissance précise de la consommation permettant une facturation exacte, et surtout diminution importante des pertes, devraient apporter une augmentation substantielle des recettes. Cet accroissement des recettes sera bien nécessaire lorsque,

dans quel-ques années, le réseau aujourd'hui neuf coûtera cher en entretien.

La diminution des pertes, qui est encore d' environ 50 % pour l' ensemble du réseau (parce qu' en augmentant la pression on augmente les pertes dans la partie non encore rénovée), est l' un des objectifs majeurs de la Régie. Au point que le directeur M. Ek Sonn Chan et les principaux responsables se sont engagés à démissionner collectivement si, en 2001, les pertes ne passaient pas au-dessous de 30 %. L' objectif sera très vraisemblablement atteint et dépassé. Dans certaines zones-test les pertes sont passées de

50 % à 18 %, ou encore de 37 % à 20 %.

La chasse aux pertes est parfois très efficace : par exemple, en remplaçant une section de 6 m seulement d' une conduite longeant le bd. Monivong on a trouvé 18 branchements clandestins ...

augmenter les tarifs ?

La chasse aux pertes est directement liée au problème des tarifs : si l' on arrive à réduire les pertes à 30 % ou moins, on pourra éviter d' augmenter les tarifs de l' eau, l' économie réalisée compensant à peu près l' augmentation prévisible des frais d' entretien du réseau.

Mais encore faudrait-il que le coût de l' électricité, qui entre pour 46 % dans les dépenses de la Régie, n' augmente pas exagérément. Or il est question d' un doublement du prix du Kwh.

On calcule à la Régie que si le prix du Kwh devait passer à 7,5 cents, le m3 d' eau devrait être vendu en moyenne à 1200 riels au lieu de 840 actuellement.

L' échelle des tarifs du m3 d' eau est très fortement progressive : il est vendu au consommateur de 300 à 1900 riels le m3, selon les catégories de consommateurs et selon les quantités (cn 97).

Il faudrait revoir cette échelle : M. Ek Sonn Chan estime qu' on maintiendrait au même niveau le plafond des tarifs les plus élevés, mais qu' il faudrait relever les tarifs les plus bas : ils passeraient de 300 à 550 riels. Ce serait encore un tarif très bas, si l' on considère que dans les banlieues l' eau (souvent de mauvaise qualité) est vendue

par des intermédiaires 2000 ou même 3000 riels le m3 (à Pochentong). En province souvent 1000 à 1500 riels le m3.

Si l' on considère aussi que dans les pays voisins, Thaïlande, Laos, Vietnam, le prix du m3 est d' environ 6 fois plus élevé que le prix du Kwh (au Japon 20 fois plus, en France 40 fois plus).

La Régie, qui consomme 3 % de la production d' EDC, cherche, sans succès jusqu' à présent, à obtenir un tarif préférentiel.

le problème des squatters

C' est un des problèmes de la Régie -il existe aussi à Manille, à Djakarta etc. ... On peut d' ailleurs remarquer qu' à Phnom Penh c' est pour des raisons politiques qu' on a installé avant 1993 des gens dans certaines zones publiques. Maintenant il est très difficile de remplacer des conduites au-dessus desquelles quantité d' habitations ont été construites, quartier de Boeng Kak, de l' antenne, etc ...

Sur 26 zones de squatters, on a maintenant réussi à installer des compteurs par familles dans 22 : là le système est juste. Restent 4 zones "à problèmes". Là un "représentant" paie à la Régie le montant indiqué par le compteur principal, et le récupère auprès des familles. Mais ce représentant fraude parfois, récupère un peu trop.

Je propose donc un autre système, dit M. Ek Sonn Chan : on élimine le représentant, et on répartit les pertes (qui sont inférieures à 10 %) entre tous les consommateurs. Cela compliquera évidemment beaucoup la facturation. L' augmentation par consommateur sera d' environ 50 riels. Ce sera plus juste.

financement jusqu' en 2001

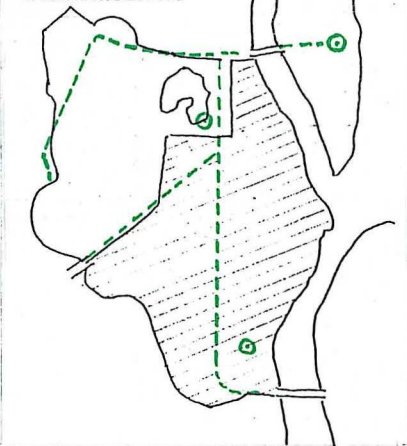
Le financement des travaux, par la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement, y compris la contrepartie cambodgienne, est assuré jusqu' en 2001 : "l' argent est là, tout est prêt".

Au-delà : de nouveaux prêts vont dépendre de la situation financière de la Régie : sera-t-elle autorisée à augmenter ses tarifs ? (elle n' a pas encore le droit de les fixer elle-même : dans un an sans doute).

Ils vont dépendre aussi de la bonne application des accords en cours.

Outre la Banque Mondiale et la BAD, on peut envisager des prêts de l' AFD (Agence Française de Développement), du Japon ... Il faudra négocier !

L' eau potable à Phnom Penh projets de transmissions



LIVRES

**Le Génocide au Cambodge
race, idéologie et pouvoir**
par Ben Kiernan



"Il faudra encore de nombreuses années pour être pleinement informés de ce que fut la révolution de Pol Pot. Nous ne sommes qu'au commencement de notre compréhension" écrit le chercheur américain Ben Kiernan dans la conclusion de son gros ouvrage.

Mais lui-même a fait faire de grands pas à cette compréhension : professeur d'Histoire à l'université Yale, auteur de plusieurs livres sur la période khmère rouge, fondateur et directeur du Programme international sur le Génocide au Cambodge, il a les connaissances, l'expérience, et de considérables moyens financiers pour mener ses travaux (plus d'1,5 million de dollars depuis 1994 selon le *Phnom Penh Post* du 11/24.12).

"Premier bilan de ses recherches", ce livre est passionnant. Il repose — comme d'autres avant lui — sur une quantité impressionnante de témoignages. Un très minutieux, scrupuleux travail de rapprochements, de recoupements, lui permet de reconstituer un puzzle très complexe.

Voici quelques points — parmi de nombreux autres — sur lesquels Ben Kiernan fait avancer la recherche et la compréhension du régime de Pol Pot :

- *idéologie raciste* : le moteur du régime khmer rouge, son idéologie, ne furent pas une "révolte paysanne", estime Ben Kiernan (qui écarte sur ce point l'explication de M. Vickery), mais une volonté raciste : éliminer tout ce qui n'était pas purement Khmer : Chams, Chinois, Vietnamiens et Khmers Krom qui avaient "un esprit yuon dans un corps khmer", minorités ethniques, tous ceux qui avaient subi l'influence étrangère (gens instruits, gens des villes, ...).

- *"un échiquier compliqué"* : il y eut de grandes différences selon les régions dans l'"idéologie" et dans le comportement des khmers rouges. Dès 1973 existait un antagonisme entre Khmers kraham ("rouges", durs, avec Mok) basés dans le nord et le nord-ouest, et Khmers rumdos (de "libération"), sihanoukistes et pro-vietnamiens, dans l'est.

Cet antagonisme explique l'incohérence dans les ordres, la pagaille de l'évacuation de Phnom Penh en avril 1975 : les Khmers rouges venus de l'est (So Phim, Heng Samrin, Chakrey) entendaient l'évacuation comme provisoire. Ceux du nord, Pot, Khieu Samphan, Hu Nim, la voulaient

définitive et l'avaient prévue de longue date, comme la dispersion des citadins et des familles, atomisation destinée à empêcher toute association, toute résistance, pour asseoir le nouveau pouvoir. Le nord et le nord-ouest ont dès le début été moteurs et organisateurs de la révolution de Pol Pot.

- *une crise permanente* : l'histoire des khmers rouges, c'est pour une très grande partie celle de la lutte du "Centre" contre toutes les fractures, résistances, dissidences et rébellions, tous les "ennemis de l'intérieur" réels ou supposés, qui le maintenaient en état de crise permanente, et qu'il a combattus par d'incessantes purges, exécutions individuelles, et en masses, massacres, répressions contre des régions entières, tortures et exécutions à Tuol Sleng.

De fait, y eut résistance des Khmers "saor" ("blancs", Cham musulmans), résistance dans la "queue de Naga" au Rattanakiri, rébellions dans la "région 106" (près de Siem Reap), dans la région 37 dans l'ouest, rébellion ouverte de Prasith (avec Tea Banh), dans la province de Koh Kong, résistances ou désaccords aussi à Phnom Penh (Hu Nim, entre autres, torturé et exécuté à Tuol Sleng) ...

La principale rébellion fut celle de l'est, terriblement réprimée. En janvier 1978, 100 000 Khmers frontaliers se réfugiaient au Vietnam. Heng Samkai : *"Nous nous sommes finalement rendu compte que nous ne parviendrions jamais à renverser Pol Pot par nos propres moyens. Nous ne pouvions pas nous passer de l'aide des Vietnamiens"*. De l'est est venue, fin décembre 1978 l'offensive (150 000 soldats vietnamiens et 15 000 rebelles cambodgiens) qui a démolit le Centre.

- *les relations du Kampuchea Démocratique avec les pays voisins* notamment le Vietnam. L'idée était de reconquérir le Kampuchea Krom. D'où les innombrables incursions khmères rouges en territoire vietnamien, avec tueries indistinctes des villageois Khmers krom et Vietnamiens (*Pol Pot* : *"Chacun d'entre nous doit tuer 30 Vietnamiens"*). D'où la réaction vietnamienne.

- *l'intervention américaine* et les bombardements (*"ce fut probablement l'agent essentiel de l'ascension de Pol Pot"*).

- *l'évaluation du nombre des victimes* : pour Ben Kiernan comme pour Slivinski : 1, 700 000.

- *l'itinéraire de Hun Sen*;

- *et bien d'autres centres d'intérêt*. Bref, un livre indispensable.

Le Génocide au Cambodge, race, idéologie et pouvoir, par Ben Kiernan, traduit par M. F. de Palomera, 730 p. *Gallimard*, 1998.

**Vos rêves se
sont ils envolés?
Appelez Indochine Insurance!**



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
 - Un service efficace et rapide
 - Des experts pour vous
 - conseiller sur :
 - Evaluation des risques
 - Expertise des sinistres
 - Prévention
 - Motocyclette
 - Santé
 - Accident du travail
 - Aviation
 - Transport de marchandises
 - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

indochine
INSURANCE
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel 428 905/368 050/428 513/962 474 Fax 428 338
Agent pour : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Caminco) • Cigna • Journeymen Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sonnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas.